
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRET N° 2020 – 492 DU 07 OCTOBRE 2020
portant création et approbation des statuts de
l'Ecole des Métiers du Numérique.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;
- vu** la loi n° 2020-20 du 02 septembre 2020 portant création, organisation et fonctionnement des entreprises publiques en République du Bénin ;
- vu** la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- vu** le décret n° 2019-396 du 05 septembre 2019 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2019-430 du 02 octobre 2019 fixant la structure-type des ministères ;
- vu** le décret n° 2017-041 du 25 janvier 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Économie et des Finances ;
- vu** le décret n° 2019-545 du 11 décembre 2019 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Numérique et de la Digitalisation ;
- vu** le décret n° 2020-333 du 1^{er} juillet 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle ;
- vu** le décret n° 2020-342 du 08 juillet 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- vu** le décret n° 2018-395 du 19 août 2018 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil National de l'Éducation ;
- sur** proposition conjointe du Ministre des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle, du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et du Ministre du Numérique et de la Digitalisation,
- le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 07 octobre 2020,

DÉCRÈTE

Article premier

Il est créé en République du Bénin, un établissement public d'enseignement et de la formation techniques et professionnels dénommé « Ecole des Métiers du Numérique ».

AF

Article 2

Sont approuvés, tels qu'ils sont annexés au présent décret, les statuts de l'Ecole des Métiers du Numérique.

Article 3

La gestion comptable et financière de l'Ecole des Métiers du Numérique est assurée suivant les règles de gestion du droit privé.

Article 4

Le Ministre des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle, le Ministre du Numérique et de la Digitalisation, le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministre de l'Économie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Article 5

Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera publié au Journal officiel.

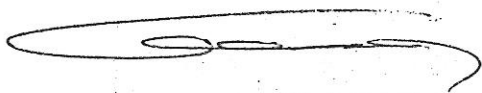
Fait à Cotonou, le 07 octobre 2020

Par le Président de la République,
Chef de l'État, Chef du Gouvernement,



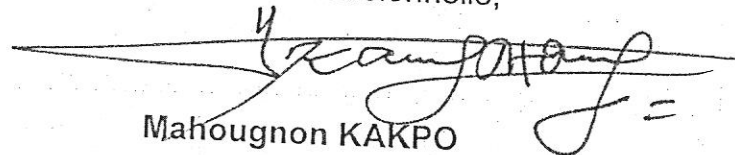
Patrice TALON

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique,



Eléonore YAYI LADEKAN

Le Ministre des Enseignements
Secondaire, Technique et de la
Formation Professionnelle,



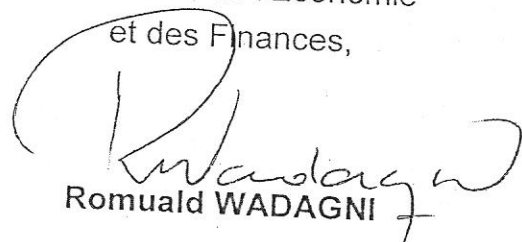
Mahougnon KAKPO

Le Ministre du Numérique
et de la Digitalisation,



Aurelie I. ADAM SOULE ZOUMAROU

Le Ministre de l'Économie
et des Finances,



Romuald WADAGNI

AMPLIATIONS : PR 6 - AN 4 - CC 2 - CS 2 - CES - HAAC 2 - HCJ 2 - MEF 2 - MESRS 2 MESTFP 2 - MND 2 - AUTRES
MINISTERES 20 - SGG 4 - JORB 1.

STATUTS DE L'ECOLE DES METIERS DU NUMERIQUE

CHAPITRE PREMIER : OBJET - REGIME JURIDIQUE – SIEGE – TUTELLE – ATTRIBUTIONS

Article premier : Objet

Les présentes dispositions fixent les statuts de l'établissement public à caractère, social et scientifique, dénommé « Ecole des Métiers du Numérique ».

Article 2 : Régime juridique

L'Ecole des Métiers du Numérique est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est régie par les dispositions des présents statuts, de la loi n° 2020-20 du 02 septembre 2020 portant création, organisation et fonctionnement des entreprises publiques en République du Bénin et de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

Article 3 : Tutelle

L'Ecole des Métiers du Numérique est placée sous la tutelle du ministère en charge de la Formation professionnelle.

Article 4 : Siège social

Le siège social de l'Ecole des Métiers du Numérique est fixé à Cotonou. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décision du Conseil des Ministres, et sur proposition du Conseil d'administration.

L'Ecole des Métiers du Numérique peut avoir des démembrements à l'intérieur du territoire national.

Article 5 : Mission et attributions

L'Ecole des Métiers du Numérique a pour mission l'enseignement et la formation aux métiers du numérique, en lien avec les besoins du marché de l'emploi au Bénin. A ce titre, elle est chargée de :

- former des professionnels qui participent efficacement au développement de l'économie numérique au Bénin ;
- développer des compétences techniques grâce à une infrastructure pédagogique et technologique de premier rang et des intervenants qualifiés ;

- proposer des formations qualifiantes pour un débouché professionnel immédiat, en complémentarité avec les formations diplômantes ;
- proposer des offres de formation continue alignées avec le besoin de compétences des entreprises ;
- développer une offre de formation évolutive en fonction des besoins du marché de l'emploi et de l'évolution des technologies numériques ;
- assurer une employabilité optimale au travers d'un partenariat public privé fort d'une part, et par le développement de l'entrepreneuriat d'autre part.

CHAPITRE II : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 6 : Conseil d'administration

L'Ecole des Métiers du Numérique est administrée par un Conseil d'administration.

Article 7 : Attributions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est doté des pouvoirs les plus étendus pour déterminer les orientations de l'activité de l'Ecole et veiller, en toutes circonstances, à leur mise en œuvre.

A ce titre, outre ses missions de supervision, de suivi et de contrôle de l'action de la Direction générale, il est chargé de :

- définir les objectifs de l'Ecole et l'orientation qui doit être donnée à son administration ;
- adopter l'organigramme et les procédures de l'Ecole ;
- adopter le budget, les plans d'investissement et plans stratégiques de développement de l'Ecole ;
- veiller à la mise en œuvre optimale des programmes de formation ;
- assurer le contrôle permanent de la gestion assurée par le Directeur général ;
- examiner les rapports d'activités de l'Ecole des Métiers du Numérique ainsi que les rapports annuels de performance ;
- arrêter les états financiers établis après chaque exercice par le Directeur général ;
- définir le niveau de délégation des actes de gestion courante et autoriser les actes relevant de son niveau de validation tels que définis dans le code des marchés publics ;
- autoriser les conventions passées par le Directeur général et leurs résultats ;
- approuver le règlement intérieur proposé par le Directeur général ;

- approuver la grille de rémunération du personnel de l'Ecole ;
- recruter le Directeur général et décider de sa révocation en cas de manquement ou insuffisances de résultats ;
- proposer à l'autorité de tutelle, le cas échéant, la transformation ou la dissolution de l'Ecole ainsi que toute modification des statuts ;
- autoriser les dons et legs.

Article 8 : Composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de sept (07) membres, à savoir :

- un (01) représentant de la Présidence de la République ;
- un (01) représentant du ministère en charge du Plan ;
- un (01) représentant du ministère en charge de la Formation professionnelle ;
- un (01) représentant du ministère en charge de l'Enseignement supérieur ;
- un (01) représentant du ministère en charge du Numérique ;
- un (01) représentant du ministère en charge des Finances ;
- le Directeur général de l'Agence de Développement de Sèmè City.

Article 9 : Organisation du conseil d'administration

Le Conseil peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés. Toutefois, les membres du Conseil d'administration exercent collégalement les pouvoirs prévus à l'alinéa 2 de l'article 7, à l'exception de celui prévu au cinquième (5^{ème}) tiret, lequel est délégué par les présents statuts au président du Conseil. Ce pouvoir peut être également délégué par le Conseil à tout autre membre.

Article 10 : Nomination et mandat des membres du Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de la Formation professionnelle, après leur désignation par les autorités ou structures représentées, pour un mandat de trois (03) ans, renouvelable.

Article 11 : Présidence du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est présidé par le représentant du ministère en charge de la Formation professionnelle.

Article 12 : Vacance de poste d'administrateur.

En cas de vacance de siège pour mutation, démission, décès ou pour tout autre motif, le membre concerné est remplacé par l'autorité ou la structure représentée dans un délai de trente (30) jours, à compter de la date de survenance de l'événement ayant provoqué la vacance.

Le membre remplaçant poursuit le mandat en cours pour le reste de sa durée. Il est nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 13 : Périodicité des réunions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que nécessaire, sur convocation du président qui fixe l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, les administrateurs constituant le tiers (1/3) au moins des membres du Conseil d'administration, peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, convoquer le Conseil d'administration, si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de six (06) mois.

La convocation, l'ordre du jour et les dossiers correspondants sont adressés à chaque membre au moins sept (07) jours avant la réunion par courrier ou courriel avec accusé de réception. Ce délai peut être réduit en cas d'urgence.

Le Conseil se réunit au siège de l'Ecole. Il peut toutefois se réunir en tout autre lieu, sur consentement exprès de la majorité des administrateurs. Il peut également se réunir à distance, par le biais de moyens techniques, notamment par visioconférence, sous réserve que ceux-ci permettent de garantir la fiabilité et l'intégrité des échanges.

Article 14 : Quorum de réunion du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration ne siège valablement que si tous les membres ont été régulièrement convoqués et si la moitié (1/2) au moins de ses membres est présente ou représentée, dont le représentant de la Présidence de la République et le représentant du ministère en charge du Numérique.

En cas d'absence du président, le Conseil désigne en son sein un président de séance.

Article 15 : Majorité de prise de décision

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les décisions du Conseil d'administration sont constatées par procès-verbal consigné dans un registre spécial, côté et paraphé au niveau du tribunal du lieu du siège de l'Ecole des Métiers du Numérique. Le procès-verbal est signé par le président et un administrateur désigné lors de chaque séance du Conseil.

Article 16 : Secrétariat du Conseil d'administration

Le Directeur général de l'Ecole des Métiers du Numérique assiste aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative.

Il assure le secrétariat des réunions du Conseil d'administration.

Article 17 : Assistance de personnes ressources

Le Conseil d'administration peut faire appel à toute personne susceptible d'apporter son expertise dans un domaine particulier et de l'éclairer au cours de ses travaux. La personne ressource n'a pas voix délibérative.

Article 18 : Indemnité de fonction des administrateurs

La fonction de membre du Conseil d'administration ne donne droit à aucune rémunération. Toutefois, les membres du Conseil d'administration bénéficient des indemnités de fonction conformément aux textes en vigueur.

Article 19 : Interdiction aux administrateurs de contracter avec l'Académie

Il est interdit aux membres du Conseil d'administration de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de l'Ecole des Métiers du Numérique, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements vis-à-vis des tiers.

Article 20 : Fautes des membres du Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration sont personnellement responsables des infractions aux lois et règlements commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 21 : Autres modalités de fonctionnement du Conseil d'administration

Les conditions de fonctionnement du Conseil d'administration ainsi que les modalités d'adoption de ses décisions sont précisées dans le règlement intérieur de l'Ecole.

CHAPITRE III : CONSEIL SCIENTIFIQUE

Article 22 : Conseil scientifique

L'Ecole des Métiers du Numérique dispose d'un Conseil scientifique composé de sept (07) membres. Il est dirigé par un président.

Les membres du Conseil scientifique sont choisis en fonction de leur expertise, pour un mandat de trois (03) ans, renouvelable.

Ils sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition conjointe des ministres chargés de la Formation professionnelle et du Numérique.

Article 23 : Mission et attributions du Conseil scientifique

Le Conseil scientifique a pour mission d'éclairer le Conseil d'administration et le Directeur général.

A ce titre, il est chargé :

- de conseiller le Conseil d'administration et le Directeur général sur les questions relatives aux programmes de formation délivrés au sein de l'Ecole, en tenant compte des impératifs de développement socioéconomique et des besoins du marché de l'emploi ;
- d'orienter le Conseil d'administration et le Directeur général sur les aspects qui lui sont soumis.

Il est réuni à la diligence de son président, en session ordinaire, au moins deux (02) fois par an, suivant un ordre du jour proposé par le président.

Il peut également être réuni à la demande de la majorité de ses membres ou du Directeur général de l'Ecole.

CHAPITRE IV : ORGANES DE GESTION

Article 24 : Direction générale

La gestion quotidienne de l'Ecole des Métiers du Numérique est assurée par un directeur général.

Article 25 : Nomination et révocation du directeur général

Le recrutement, la nomination et la révocation du directeur général de l'Ecole des Métiers du Numérique sont décidés par le Conseil d'administration et prononcés en Conseil des Ministres.

Article 26 : Attributions du directeur général

Le Directeur général assure la gestion quotidienne et la bonne marche de l'Ecole des Métiers du Numérique. Il est responsable de l'exécution, de la coordination et de la gestion de ses activités et de son développement dans le respect des orientations validées par le Conseil d'administration.

A ce titre, le Directeur général :

- est l'ordonnateur du budget de l'Ecole des Métiers du Numérique;
- coordonne et évalue les activités de l'Ecole ;
- procède au recrutement et au licenciement du personnel permanent ou contractuel de l'Ecole, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- élabore et fait adopter les documents de gestion de l'Ecole par le Conseil d'administration ;
- représente l'Ecole dans tous les actes de la vie civile, notamment à l'égard des tiers ;
- veille à l'application correcte des procédures techniques, administratives, financières et comptables.

Article 27 : Rémunération du Directeur général

Les modalités et le montant de la rémunération du Directeur général sont fixés par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Article 28 : Organisation de la Direction générale

Les directions techniques ou services, leurs attributions, leur organisation sont fixés par décision du directeur général, après l'approbation de l'organigramme par le Conseil d'administration.

Article 29 : Nomination des directeurs techniques

Les directeurs techniques sont nommés par décision du Directeur général après approbation du Conseil d'administration.

Article 30 : Personne responsable des marchés publics

La personne responsable des marchés publics, habilitée à signer les marchés passés par l'Ecole des Métiers du Numérique, est chargée de conduire la procédure de passation jusqu'à la désignation de l'attributaire et l'approbation du marché définitif.

Article 31 : Nomination de la personne responsable des marchés publics

La personne responsable des marchés publics est nommée, après appel à candidatures, par le Directeur général, parmi les cadres de la catégorie A échelle 1 ou équivalent, justifiant idéalement d'une expérience d'au moins quatre (4) ans dans le domaine des marchés publics.

Article 32 : Commission de passation des marchés publics

La personne responsable des marchés publics est assistée dans l'exécution de sa mission par une commission de passation des marchés publics. Elle assure sa mission conformément à la réglementation en vigueur.

Article 33 : Nomination des membres de la commission de passation des marchés publics

Les membres de la commission de passation des marchés publics sont nommés conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE V: ANNÉE SOCIALE, GESTION, COMPTES SOCIAUX ET CONTRÔLE DE GESTION

Article 34 : Année sociale

L'année sociale correspond à l'année civile.

Article 35 : Gestion financière et comptable de l'Ecole

La gestion financière et comptable de l'Ecole est assurée par un directeur financier, recruté par la direction générale suivant les règles qui régissent le recrutement du personnel intervenant dans la chaîne des dépenses publiques.

Il est soumis à la procédure d'accréditation en qualité de comptable public, par le ministère en charge des Finances.

Article 36 : Ressources de l'Ecole

Les ressources de l'Ecole des Métiers du Numérique sont constituées :

- des apports en nature constitués des biens meubles et immeubles appartenant à l'Etat ou à ses démembrements et mis à sa disposition ;
- des dotations annuelles de l'Etat décidées dans le cadre de la loi de finances ;
- des ressources mises à disposition par les partenaires au développement en vertu des conventions ou accords conclus avec le Gouvernement du Bénin ;
- des ressources acquises par la mise en œuvre des formations payantes ;
- des dons et legs ;
- de toutes autres ressources acquises dans le cadre de ses activités.

Les ressources financières de l'Ecole sont logées dans des comptes ouverts en son nom dans les livres du Trésor public ou dans les banques primaires locales.

Article 37 : Comptabilité

La comptabilité de l'Ecole des Métiers du Numérique est tenue en conformité avec les dispositions du droit comptable de l'OHADA.

Elle est soumise au contrôle d'un commissaire aux comptes.

Article 38 : Programme d'activités et budget prévisionnel

Le Directeur général soumet au Conseil d'administration un programme d'activités, les comptes d'exploitation prévisionnels, et un budget d'investissement pour l'année suivante, trois (03) mois au plus tard avant la fin de l'exercice courant.

Article 39 : Vote du budget

Le budget de l'Ecole des Métiers du Numérique est voté en équilibre des recettes et des dépenses.

Article 40 : Opérations de clôture d'exercice comptable

Dans un délai de trois (03) mois à compter de la clôture de l'exercice comptable, le Directeur général établit les états financiers, dresse les bilans et inventaires, prépare son rapport d'activités et les soumet à l'approbation du Conseil d'administration.

Article 41 : Contrôle du Conseil d'administration

L'Ecole des Métiers du Numérique est soumise aux contrôles prévus par les textes en vigueur.

Le Conseil d'administration vérifie le respect, par la Direction générale, des orientations qu'il a fixées.

Article 42 : Contrôle de l'autorité de tutelle

L'autorité de tutelle s'assure du contrôle de la qualité de la gestion de l'Ecole à travers ses organes habilités.

Le contrôle est exercé essentiellement pour vérifier si les objectifs fixés à l'Ecole des Métiers du Numérique ont été atteints et conformes aux grandes orientations définies par le Gouvernement.

Article 43 : Modification des documents budgétaires

En cas d'insuffisances majeures notées dans des documents budgétaires, le ministre chargé des Finances peut demander au Conseil d'administration d'y introduire, le cas échéant, toutes modifications tendant au respect de l'équilibre financier de l'Ecole et au respect de ses engagements contractuels éventuels à l'égard de l'Etat.

CHAPITRE VI : COMMISSARIAT AUX COMPTES

Article 44 : Nomination du commissaire aux comptes

Il est nommé auprès de l'Ecole des Métiers du Numérique un commissaire aux comptes conformément aux dispositions en vigueur.

Article 45 : Attributions du commissaire aux comptes

Le commissaire aux comptes émet sur les comptes annuels, une opinion indiquant qu'ils sont ou non réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle des résultats, de la situation financière et du patrimoine de l'Ecole à la fin de l'exercice.

Il adresse son rapport directement et simultanément au directeur général de l'Ecole et au président du Conseil d'administration.

Article 46 : Participation du commissaire aux comptes aux réunions du Conseil d'administration

Le Commissaire aux comptes assiste aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative. Il est astreint au secret professionnel pour les faits, les actes et renseignements dont il a pu avoir connaissance dans ses fonctions.

CHAPITRE VII : TRANSFORMATION - DISSOLUTION DE L'ECOLE DES METIERS DU NUMERIQUE

Article 47 : Transformation de l'Ecole des Métiers du Numérique

Sur rapport motivé du Directeur général, le Conseil d'administration peut proposer la transformation de l'Ecole.

La proposition est soumise au ministre de tutelle qui en saisit le Conseil des Ministres.

Le cas échéant, la valeur nette de l'Ecole des Métiers du Numérique est établie par un expert indépendant.

La transformation de l'Ecole des Métiers du Numérique n'entraîne pas sa dissolution.

Article 48 : Dissolution

La dissolution de l'Ecole est décidée par le Conseil des Ministres, sur rapport du président du Conseil d'administration. Le rapport propose un plan de liquidation qui comprend les aspects patrimoniaux et sociaux.

Article 49 : Liquidation de l'Ecole des Métiers du Numérique

En cas de dissolution de l'Ecole des Métiers du Numérique, les biens meubles et immeubles sont reversés, à titre conservatoire, au patrimoine du ministère de tutelle.

Sur proposition conjointe du ministre chargé de la Formation professionnelle et du ministre chargé des Finances, il est soumis au Gouvernement, un plan de liquidation du patrimoine avec la liste de potentiels liquidateurs.

La liquidation est clôturée par décret pris en Conseil des Ministres, sur rapport du liquidateur.